



SOCIÉTÉ

Y a-t-il un pilote à l'Éducation nationale ?

Enseignants et élus de tous bords reprochent à Pap Ndiaye son attentisme sur les grands dossiers.

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

ÉDUCATION Erreur de casting ? Huit mois après le parachutage de Pap Ndiaye à l'Éducation nationale, ils sont nombreux dans le monde politique, de la macronie à LFI, et dans les rangs des syndicats enseignants, à le penser. Depuis qu'il a enfilé le costume de ministre macroniste, l'historien spécialiste des minorités n'est pas à la hauteur du symbole qu'il incarnait. La gauche l'attendait sur une laïcité plus « ouverte » et sur la mixité sociale. La droite s'inquiétait de l'avènement du wokisme à l'Éducation nationale. Déception pour les uns et les autres. Dans l'Hémicycle comme dans les médias, Pap Ndiaye brille par l'expression timide de ses convictions. « Il est prudent, même si sa sortie aux États-Unis, à l'université de Washington (il avait évoqué les questions ethnoraciales en France, en septembre, NDLR), montre le fond de sa pensée communautariste », estime un député LR, qui pointe surtout « l'inconséquence de cette nomination symbole » par l'exécutif. « L'Éducation nationale a besoin d'un ministre doté d'une autorité intellectuelle et qui ne tombe pas dans l'autoritarisme. À l'Assemblée, Blanquer s'énervait immédiatement. Pap Ndiaye, lui, est lisse comme un galet. Il donne l'impression d'un homme dépassé par sa fonction », poursuit-il. Chez

LFI, on parle de « l'illusion Pap Ndiaye ». « Certains pensaient qu'il serait, sur les questions sociétales, en profonde rupture avec Blanquer, Aurore Bergé, le Printemps républicain, explique Rodrigo Arenas, député LFI-Nupes et ancien président de la FCPE, première fédération de parents d'élèves. En réalité, il assure le service après-vente de Blanquer. Il accompagne ce qui était dans les cartons, à commencer par la privatisation de l'école. » Depuis la rentrée, le ministre a fait de la mixité sociale l'une de ses priorités. Une thématique sur laquelle il est systématiquement renvoyé à la scolarisation, désormais bien connue, de ses enfants à l'École alsacienne. Sur la laïcité, il a bien tenté, sur fond de polémique sur les abayas, de temporiser. « Il nous explique que les élèves sont contre la laïcité à la française », rapporte un ministre. « Il s'est rapidement fait recadrer, regrette Rodrigo Arenas. Sur la réforme de la voie professionnelle, il est sous tutelle du ministère du Travail. Sur le SNU, c'est Sarah El Haïri et la Défense qui gèrent. C'est un ministre sous tutelle, assène-t-il. J'attends de lui qu'il fasse de la politique ! Sinon, qu'il fasse de la recherche. » Dernière déconvenue politique : l'uniforme, revenu sur le devant de la scène en novembre et le 12 janvier, à l'occasion d'une proposition de loi RN.

Tandis qu'au sein de la majorité, divisée sur la question, plusieurs députés Renaissance travaillent sur le sujet. « Pap Ndiaye estime que c'est une mesure "facho", confie l'un d'eux. Il est totalement contre et pensait pouvoir faire entendre sa voix. Mais l'exécutif a choisi d'envoyer Riestter (le ministre chargé des Relations avec le Parlement, NDLR) à l'Assemblée, le 12 janvier. » Et Brigitte Macron a enfoncé le clou, affirmant, dans une interview au *Parisien*, être favorable à l'uniforme.

« Depuis, on parle beaucoup de la première dame en salle des profs. Elle est en train d'hériter de l'impopularité de Blanquer, rapporte Stéphane Crochet, au SE-Unsa. Et il se dit que ce n'est pas Pap Ndiaye le Ministre. » Il faut dire qu'en ce deuxième mandat, Emmanuel Macron a pris beaucoup de place sur le terrain éducatif. La revalorisation des enseignants, la réforme de la voie professionnelle, les projets innovants sur le modèle de l'expérimentation marseillaise... Autant de sujets sur lesquels il a tracé des lignes claires, en faisant, en parallèle, le pari Pap Ndiaye, homme de gauche capable d'apaiser les rapports avec les syndicats, devenus houleux sous Blanquer. Mais l'état de grâce aura été de courte durée, si l'on en croit les partenaires sociaux. « Ça n'a pas fonctionné, assène Jean-Rémi Gi-





rard au syndicat d'enseignants Snaic. *Les profs se préoccupent assez peu des ministres. Ils s'intéressent à leur politique. Nous le voyons assez peu et avons peu d'échanges approfondis sur ce qu'est l'école. Le 18 janvier, lors de la réunion sur la revalorisation, il nous a lu une déclaration de quatre pages. Il donne l'impression d'exécuter.* » Au Snes, syndicat majoritaire du second degré, Sophie Vénéritay parle d'« un ministre enfermé dans le projet présidentiel ». « Dans les réunions, il n'est pas muet, rapporte une source proche du gouvernement. Mais à un moment, il faut monter au front, assumer des choix politiques importants et leur portage médiatique. L'Éducation nationale a quand même obtenu une hausse budgétaire de 3,6 milliards d'euros. Sa communication a été insuffisante. Le président lui a donné sa chance, mais sera-t-il encore là en 2024 ? » s'interroge-t-il, alors qu'un remaniement est évoqué avant les élections européennes.

« Non, il n'est pas sur les plateaux télé tous les quatre matins ! résume la députée (Renaissance) Cécile Rilhac. Il travaille sérieusement et discrètement, dans le respect du dialogue social. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer ses idées », ajoute-t-elle, renvoyant au dossier de la mixité sociale ou encore à la mise en place annoncée de groupes de sensibilisation et d'action contre les LGBT phobies, dans chaque académie. Mais au ministère, Rue de Grenelle, les choses semblent flotter. « Il ne se passe pas grand-chose », lâche un habitué de la maison. D'annonces programmées en reculades, les dossiers sont « en attente ». La revalorisation, le « pacte nouveau » avec les enseignants, la mixité... « Depuis le début, tout est suivi par l'Élysée. Et personne ne remet en question cette hiérarchie. Cela donne une impression d'inertie. » ■

“ Dans les réunions,
il n'est pas muet.
Mais à un moment,

**il faut monter au front,
assumer des choix
politiques importants
et leur portage
médiatique ”**

UNE SOURCE PROCHE DU GOUVERNEMENT





Depuis qu'il a enfilé le costume de ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye (*ici en juillet 2022, à Paris*) n'est pas à la hauteur du symbole qu'il incarnait. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

